

Agi, Marc. *De l'idée d'universalité comme fondatrice du concept des Droits de l'Homme d'après la vie et l'œuvre de René Cassin*. Antibes, Éditions Alp'AZUR 1980, 407 p.

Daniel Colard

Volume 13, numéro 3, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701390ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701390ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Colard, D. (1982). Compte rendu de [Agi, Marc. *De l'idée d'universalité comme fondatrice du concept des Droits de l'Homme d'après la vie et l'œuvre de René Cassin*. Antibes, Éditions Alp'AZUR 1980, 407 p.] *Études internationales*, 13(3), 563–565. <https://doi.org/10.7202/701390ar>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

AGI, Marc. *De l'idée d'universalité comme fondatrice du concept des Droits de l'Homme d'après la vie et l'oeuvre de René Cassin*. Antibes, Éditions Alp' AZUR 1980, 407 p.

On doit à Marc Agi, jeune professeur de lettres, non pas un livre mais deux consacrés à l'oeuvre et à la personnalité du Prix Nobel de la Paix 1968, René Cassin. Le premier est un essai de « biographie subjective » pour reprendre l'expression de l'auteur qui a eu le privilège de bien connaître – il est Niçois comme lui – cet extraordinaire « Fantassin des Droits de l'Homme » (Édition Plon, Paris, 1979, 313 p. avec une préface de l'écrivain André Chouraqui). « Cassin le Juste », « Cassin le Sage », « Cassin le simple soldat de l'Humanité ». Ce sont les mots qu'on trouve dans cet ouvrage pour évoquer la brillante carrière de celui qui consacra sa longue vie (1887-1976) à la défense et à la promotion des Droits de l'Homme, tant sur le plan national qu'international.

René Cassin aimait à se désigner comme « l'homme des trois frontières » : l'espagnole, parce qu'il était né à Bayonne ; l'allemande, car son arrière-grand-père, le dragon Dreyfus, soldat de Napoléon, était né en Alsace ; l'italienne enfin, parce qu'il avait été élevé à Nice, berceau de ses ancêtres paternels. Ceux-ci en effet, aux dires de l'intéressé lui-même, étaient établis dans le Midi depuis vingt siècles environ, venus avec les Romains au moment de la conquête de la Narbonnaise. Le nom de Cassin n'est pas sans signification. Il serait issu d'un diminutif de « casse », qu'on retrouve dans la gaulois « cassanos », lequel donnera « chasne », puis « chaisne », puis « chêne ». On signale la présence à Bordeaux d'un Juif du Pape nommé Joseph Cassin, à la fin du XVII^e siècle (1674). Selon A. Chouraqui, le nom « Cassin » viendrait de l'Hébreu

katsinn – « prince » – introduit dans le français médiéval sous différentes formes, dont la plus connue est « Aucassin » de El Katsinn, le Chef.

On connaît les étapes principales de la vie mouvementée de ce grand juriste et de cet admirable humaniste. Président de l'Union Fédérale des Anciens Combattants, délégué de la France à la Société des Nations, il est l'un des premiers intellectuels à rejoindre le général de Gaulle à Londres après la signature de l'armistice. Il devient d'abord secrétaire permanent du Conseil de Défense de l'Empire, puis est nommé – au sein du Comité National Français – commissaire à la Justice, à l'Instruction publique et aux oeuvres. Il représente la France Libre aux Conférences interalliées de St. James, où il propose de fonder la paix future sur le respect des Droits de l'Homme. À la fin de la guerre, il est fait Compagnon de l'ordre de la Libération et nommé vice-président du Conseil d'État.

René Cassin participe en 1958 à l'élaboration de la Constitution de la V^e République puisqu'il préside le Comité consultatif constitutionnel (C.C.C.). En 1960, il siège au Conseil Constitutionnel. Quelques années plus tard, il prendra – en tant que président de l'Alliance israélite universelle – ses distances politiques avec le gaullisme à propos du conflit israélo-arabe et des positions diplomatiques du Président de la République à l'occasion de la Guerre des Six jours. Professeur honoraire des Facultés de droit, il continue à exercer de nombreuses activités et à accumuler les honneurs : il est élu Président de l'Académie des Sciences morales et politiques et, à Strasbourg, Président de la Cour européenne des Droits de l'homme. Le 9 décembre 1968, le prix Nobel de la Paix vient couronner cette exceptionnelle destinée et avec le montant de son prix, René Cassin s'empresse de fonder dans la capitale alsacienne un « Institut international des Droits de l'Homme » qui accueille, aujourd'hui, des stagiaires de tous les pays. Huit ans après, à l'âge de 89 ans, le 20 février 1976 la mort met un terme à cet « expert en humanité » et à cet avocat inlassable de la cause de l'homme.

La biographie de Marc Agi, qui condense cinquante ans d'Histoire contemporaine, a préparé la thèse pour le doctorat d'État qu'a soutenue l'auteur devant l'Université de Nice, le 10 décembre 1979. Cet ouvrage approfondit et complète le portrait généreux de celui qui fut présenté dans le premier comme ni « tout à fait un théoricien, ni tout à fait un praticien, mais, un peu comme le Socrate des livres scolaires », c'est à dire une sorte de « metteur au monde ». Mais il s'agit là, évidemment, d'un travail plus philosophique que biographique comme l'indique le titre – selon nous trop long et un peu compliqué – de l'étude: « De l'idée d'universalité comme fondatrice du concept des Droits de l'Homme d'après la vie et l'oeuvre de René Cassin ».

La structure de ce second livre s'ordonne autour d'un plan chronologique comportant trois parties équilibrées: « La vie et l'oeuvre de R. Cassin avant la Deuxième Guerre mondiale » (cinq chapitres intitulés respectivement: « R. Cassin, l'homme de la bonne foi »; « Réparer le passé, préparer l'avenir »; « Rendre la paix définitive »; « Charbonnier est maître chez soi », dit Goebbels; « Le triomphe du Léviathan »); « La croisade des Droits de l'Homme » (II^e Partie) qui couvre la période 1940-1948 (René Cassin, « soldat de l'idéal »; La France Libre et les Droits de l'Homme; La Justice et l'Éducation; Les préludes de la résurrection; « L'avocat de la cause de l'homme »; R. Cassin, « spécialiste de l'universel »); enfin, la dernière partie – la plus technique et la plus intéressante sous l'angle des idées – porte sur les années 1948-1976, c'est à dire « Après la Deuxième Guerre mondiale » (La Déclaration universelle des Droits de l'Homme; Les droits de l'homme comme anti-idéologie; Droits de l'homme et mondialisation du monde »; « La France s'identifie à l'injustice »; Pour une pacification pacifique de l'histoire »). Telle est l'architecture générale de cette thèse qui ne manque ni d'intérêt ni de qualités.

Marc Agi est sans doute un de ceux qui connaissent actuellement le mieux la pensée et l'oeuvre de René Cassin. Non seulement il a pu s'entretenir avec lui régulièrement mais il a eu accès à des sources d'information privilé-

giées. Il estime à environ cinq mille le nombre des textes publiés par le Prix Nobel en soixante années d'activité, et à plus de vingt mille celui des lettres adressées à sa famille, à ses amis, à ses correspondants ou à tous ceux qui sollicitaient son aide ou son concours. L'étude de son disciple s'appuie sur le dépouillement d'environ deux mille cinq cents de ces textes.

Certains d'entre eux sont reproduits dans les Annexes (70 pages) qui comprennent – outre une chronologie comparée et une triple bibliographie (« générale », « spécifique » sur les Droits de l'Homme et le judaïsme, et « spécialisée » sur R. Cassin et ses oeuvres) – un texte sur les Origines de l'Alliance israélite universelle, l'Avant-Projet Cassin de Déclaration internationale des Droits de l'Homme (16 juin 1947), le Discours prononcé à la séance du 9 décembre 1948 à l'Assemblée générale des Nations unies à Paris, la Conférence Nobel prononcée à l'Institut Nobel le 11 décembre 1968 et les extraits d'un entretien avec l'auteur en date du 9 janvier 1969 sur le thème « Variations autour du concept d'universalité » (document essentiel pour comprendre la philosophie de cet Humaniste hors pair).

Faute de place pour analyser en détail les 300 pages de l'auteur, nous dirons que son travail de bénédictin présente un triple intérêt. D'abord, l'ouvrage sera une source de référence indispensable à tous ceux qui s'intéressent à la défense des Droits de l'Homme dans le monde. Faut-il rappeler que René Cassin a pris une part active à la fondation de l'UNESCO, et que sa grande oeuvre restera sûrement d'avoir été le père de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme adoptée par l'ONU le 10 décembre 1948.

Ensuite, on nous permettra de dire que l'analyse de la pensée présentée par Marc Agi correspond tout à fait à l'Homme que nous avons rencontré à la Faculté de Droit de Besançon lorsque René Cassin venait présider les colloques que nous organisions sur les droits fondamentaux et les libertés. Le premier – 5-7 novembre 1970 – avait pour objet d'étudier la « position de la France devant la Convention européenne des Droits de l'Homme » et d'examiner les motifs juridiques – fondés ou non – qui interdisaient le Gouvernement d'ho-

norer les engagements issus de la Convention de Rome signée le 3 novembre 1950. On sait que celle-ci sera finalement ratifiée par notre pays en 1974, et que le colloque de Besançon et l'action de R. Cassin ont exercé une pression non négligeable sur les Pouvoirs Publics de l'époque.

Enfin, cette thèse ne manquera pas d'ouvrir la voie à d'autres recherches – plus juridiques – sur une pensée à la fois simple et complexe qui a toujours défendu l'idée que la paix véritable, à l'intérieur des nations comme entre les États, ne pouvait être fondée que sur les Droits de l'Homme et des Hommes. Aux yeux du père de la Déclaration de 1948, ce combat jamais achevé passe, bien sûr, par un effort constant d'Éducation et d'Information. C'est pourquoi nous recommandons vivement au lecteur de se reporter à cet ouvrage.

Daniel COLARD

*Faculté de Droit
Université de Besançon*

BERTHELOT Jacques et DE RAVIGNAN François, *Les sillons de la faim: Textes rassemblés par le Groupe de la Déclaration de Rome*. Paris Éditions l'Harmattan, 1980, 224p.

Du 12 au 20 juillet 1979, la FAO réunissait une conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, en vue de traiter de la dépendance croissante et alarmante d'un tiers-monde en explosion démographique à l'égard des importations alimentaires en provenance des pays riches. En face de cette conférence officielle, s'est tenue la contre-conférence du Groupe de la Déclaration de Rome, dont ce livre offre l'essentiel des messages.

En réponse au discours auto-justificateurs des gouvernements et organisations internationales prétendant voler au secours des plus démunis, c'est un réquisitoire calme mais accablant d'une politique de modernisation par intégration forcée des pays agricoles du « Sud » à l'économie mondiale de marché.

Modernisation par importation d'une technologie qui assure de gros profits aux grandes compagnies, mais crée du chômage, chasse les paysans de leurs terres, épuise les sols à travers les nouvelles monocultures d'exportation. Les analyses de cas abondent.

Les organisations internationales sont mises au banc des accusés. C'est le cas particulier de la Banque mondiale qui, sous le couvert de méthodes d'évaluation sophistiquées échappant à toute possibilité de contrôle extérieur, finance ou rejette les projets sur la base de critères politiques ou de critères de rentabilité pour les grands investisseurs étrangers. Elle appuie notamment la nouvelle orientation de l'agrobusiness consistant non plus à posséder et gérer de grandes exploitations, mais à contrôler la production au moyen de contrats avec les exploitants, dont ces derniers sortent perdants. Les effets pernicieux de l'aide alimentaire sont clairement dénoncés.

La FAO n'est pas épargnée, notamment dans sa façon hypocrite d'organiser et de manipuler le contenu de la conférence de Rome, pour la rendre apolitique. La Thaïlande reçoit une attention particulière, qui démontre comment les investissements des multinationales et l'aide extérieure y ont introduit le problème de la faim.

Une originalité de l'ouvrage est de ne pas séparer les problèmes du tiers-monde de ceux des pays industriels. Il souligne en particulier à quel point le modèle de l'agriculture américaine, présenté comme la solution, a des conséquences néfastes pour les États-Unis eux-mêmes. Alors que des oligopoles s'accaparent de la presque totalité d'immenses marchés agricoles, d'engrais, de pesticides et de produits agro-alimentaires, 600.000 paysans quittent annuellement la terre, tandis que les dommages écologiques s'aggravent et que l'imposition d'un nombre de plus en plus limité de types de semences hybrides accroît l'uniformité génétique et donc la fragilité des récoltes. Les mêmes phénomènes aberrants ont gagné les agricultures d'Europe. Plus on spécialise les zones de l'économie mondiale au nom de l'efficacité et des bienfaits de l'échange généralisé, plus on marginalise des